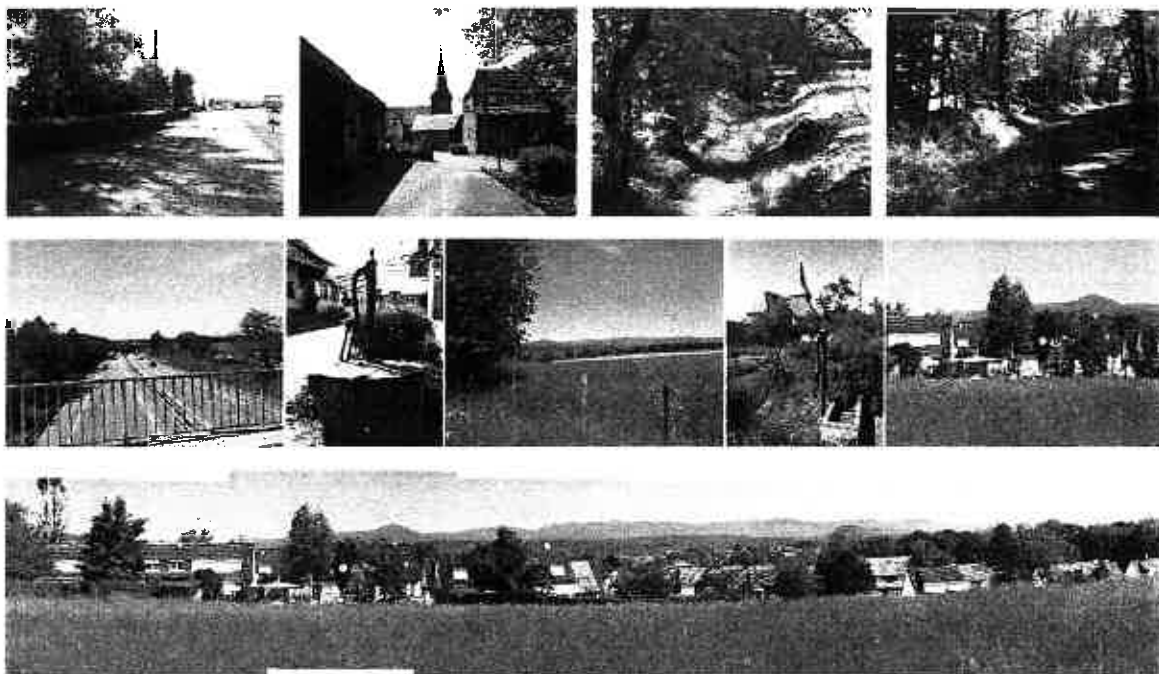




# COMMUNE DE PHAFFANS

## DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL EN APPLICATION DE L'ARTICLE R.421-23



### 4. ÉLÉMENTS D'INTÉRÊT PATRIMONIAL OU PAYSAGER À PRÉSERVER (art. R.421-23 du Code de l'Urbanisme)

Vu pour être annexé à notre arrêté ou délibération en date de ce jour,  Le,  Le Maire,	Arrêté d'enquête publique du : Enquête publique du : au :	04 mars 2008 26 mars 2008 25 avril 2008
Pour copie conforme,  Le Maire,	Délibération du conseil municipal en date du :	<div data-bbox="976 1718 1407 1986" data-label="Image"> </div>



**Bureau  
Natura**

Environnement  
Urbanisme

## **PREAMBULE**

Le P.O.S. abrogé au profit d'une Carte communale protégeait d'une façon générale tous les massifs boisés importants (Vieux Bois à l'Est) et bosquets à proximité de l'A 36 (Les Gobes et le Breuil). La Carte communale ne permet pas d'instituer des espaces boisés classés. Cependant, la commune souhaite le maintien à l'état naturel des bosquets situés à proximité de l'A36 pour "atténuer" l'impact de l'autoroute vis à vis du village. De ce fait, le conseil municipal prendra une délibération, après enquête publique, au titre de l'article R421-23, en vigueur au 1er octobre 2007, du Code de l'urbanisme pour protéger ces masses végétales.

Les cartes ci-après localisent les masses végétales concernées.

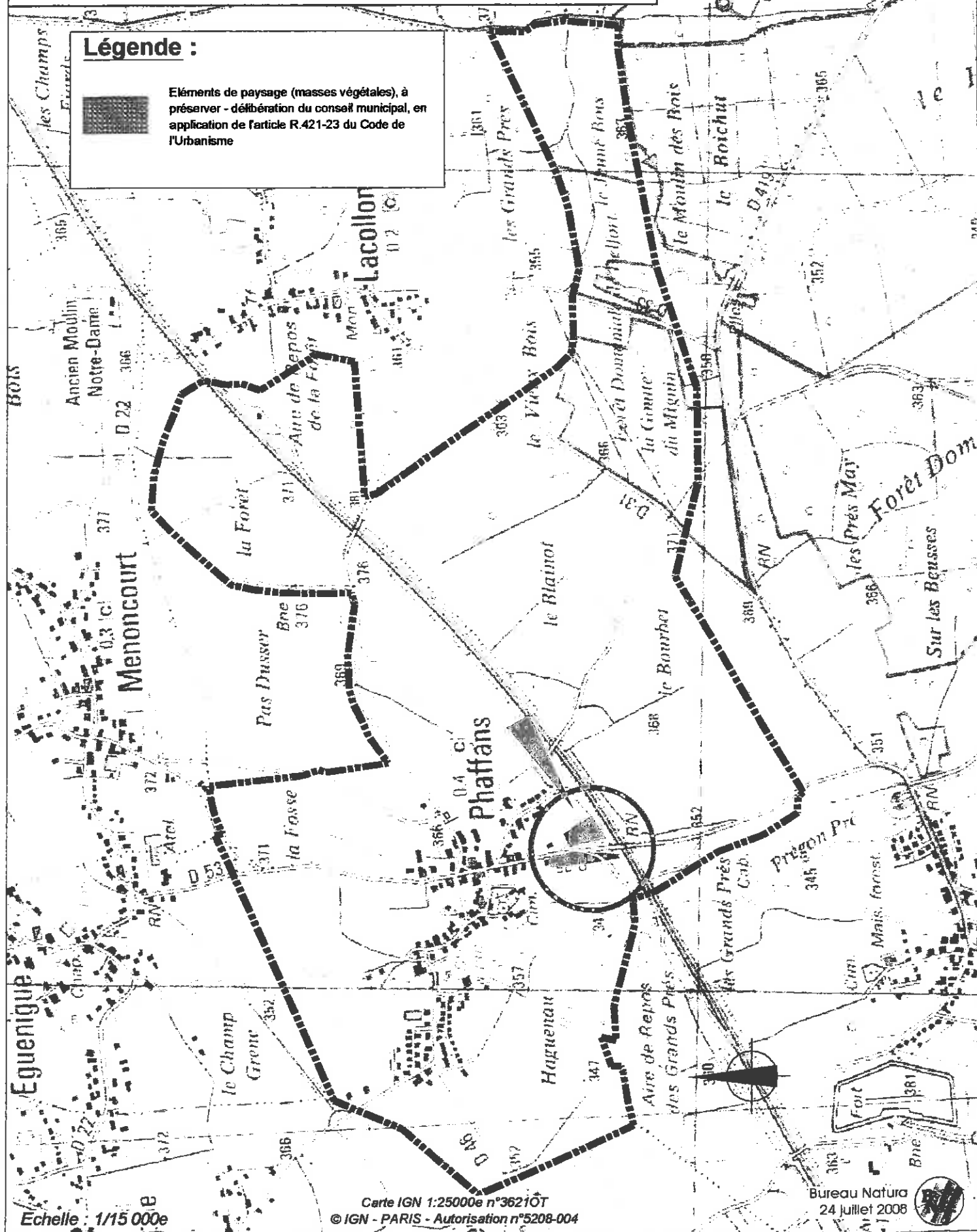
# ELEMENTS DE PAYSAGE A PRESERVER

## CARTE DE LOCALISATION

### Légende :



Éléments de paysage (masses végétales), à préserver - délibération du conseil municipal, en application de l'article R.421-23 du Code de l'Urbanisme



Echelle : 1/15 000e

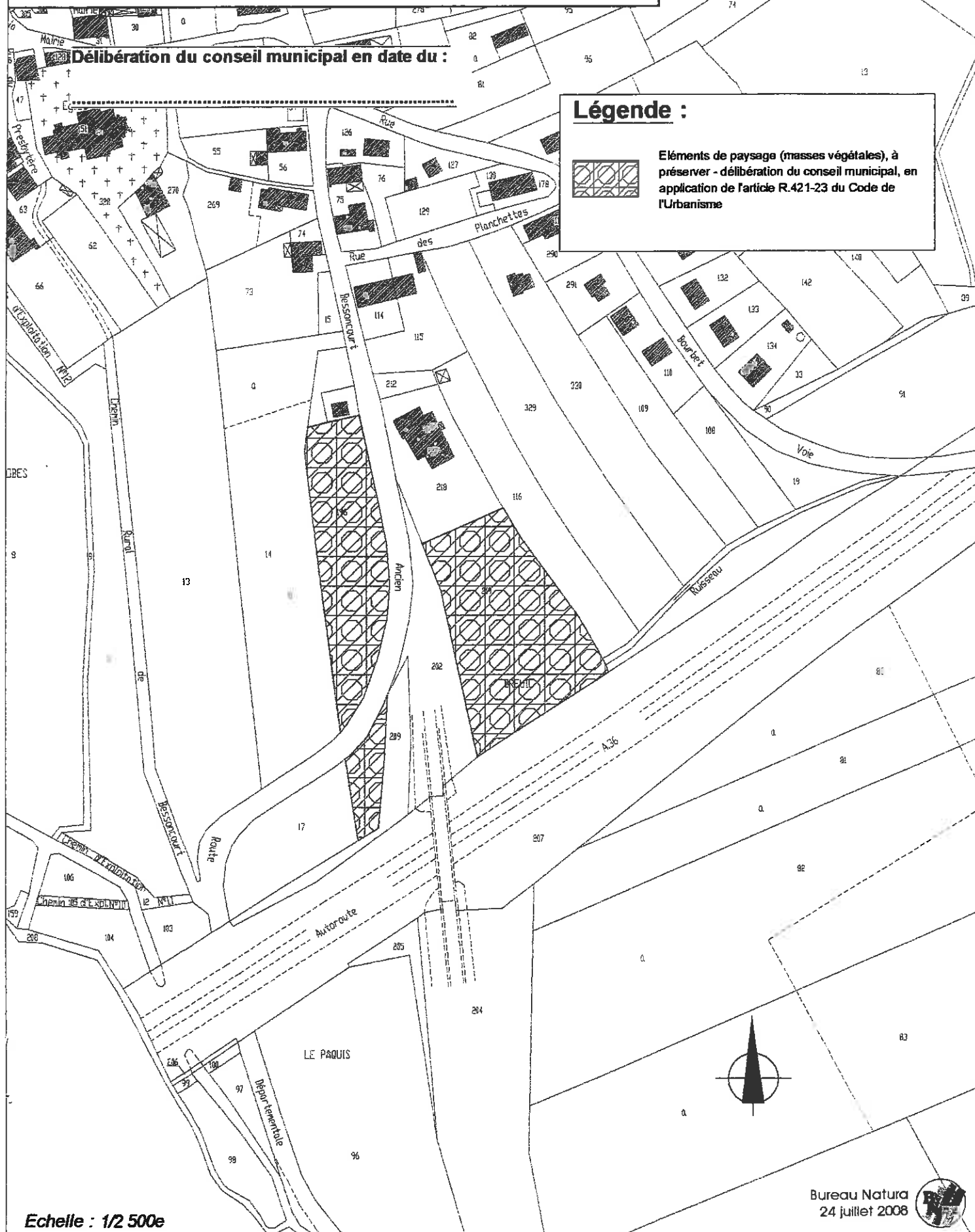
Carte IGN 1:25000e n°36210T  
© IGN - PARIS - Autorisation n°5208-004

Bureau Natura  
24 juillet 2008



**Légende :**

**Éléments de paysage (masses végétales), à préserver - délibération du conseil municipal, en application de l'article R.421-23 du Code de l'Urbanisme**





**Legifrance**  
LE SERVICE PUBLIC DE LA JUSTICE DU DROIT

## Code de l'urbanisme

### Partie réglementaire - Décrets en Conseil d'Etat

#### Livre IV : Régime applicable aux constructions, aménagements et démolitions

#### Titre II : Dispositions communes aux diverses autorisations et aux déclarations préalables

#### Chapitre Ier : Champ d'application

#### Section III : Dispositions applicables aux travaux, installations et aménagements affectant l'utilisation du sol

#### Sous-section 2 : Travaux, installations et aménagements soumis à déclaration préalable

### Article \*R421-23

Modifié par Décret n°2007-18 du 5 janvier 2007 - art. 8 JORF 6 janvier 2007 en vigueur le 1er octobre 2007

Modifié par Décret n°2007-18 du 5 janvier 2007 - art. 9 JORF 6 janvier 2007 en vigueur le 1er octobre 2007

Doivent être précédés d'une déclaration préalable les travaux, installations et aménagements suivants :

- a) Les lotissements autres que ceux mentionnés au a de l'article R. 421-19 ;
- b) Les divisions des propriétés foncières situées à l'intérieur des zones délimitées en application de l'article L. 111-5-2, à l'exception des divisions opérées dans le cadre d'une opération d'aménagement autorisée, des divisions effectuées, avant la clôture de l'opération, dans le cadre d'une opération d'aménagement foncier rural relevant du titre II du livre Ier du code rural et des divisions résultant d'un bail rural consenti à des preneurs exerçant la profession agricole ;
- c) L'aménagement ou la mise à disposition des campeurs, de façon habituelle, de terrains ne nécessitant pas un permis d'aménager en application de l'article R. 421-19 ;
- d) L'installation, en dehors des terrains de camping et parcs résidentiels de loisirs, d'une caravane autre qu'une résidence mobile mentionnée au j ci-dessous lorsque la durée de cette installation est supérieure à trois mois par an ; sont prises en compte, pour le calcul de cette durée, toutes les périodes de stationnement, consécutives ou non ;
- e) Lorsqu'ils sont susceptibles de contenir de dix à quarante-neuf unités, les aires de stationnement ouvertes au public, les dépôts de véhicules et les garages collectifs de caravanes ;
- f) A moins qu'ils ne soient nécessaires à l'exécution d'un permis de construire, les affouillements et exhaussements du sol dont la hauteur, s'il s'agit d'un exhaussement, ou la profondeur dans le cas d'un affouillement, excède deux mètres et qui portent sur une superficie supérieure ou égale à cent mètres carrés ;
- g) Les coupes ou abattages d'arbres dans les cas prévus par l'article L. 130-1 ;
- h) Les travaux ayant pour effet de modifier ou de supprimer un élément que le plan local d'urbanisme ou un document d'urbanisme en tenant lieu a identifié, en application du 7° de l'article L. 123-1, comme présentant un intérêt patrimonial ou paysager ;
- i) Les travaux autres que ceux exécutés sur des constructions existantes ayant pour effet, dans une commune non couverte par un plan local d'urbanisme, de modifier ou de supprimer un élément, qu'une délibération du conseil municipal, prise après enquête publique, a identifié comme présentant un intérêt patrimonial ou paysager ;
- j) L'installation d'une résidence mobile visée par l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, constituant l'habitat permanent des gens du voyage, lorsque cette installation dure plus de trois mois consécutifs ;
- k) Les aires d'accueil des gens du voyage.

#### Cite:

Loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 - art. 1 (M)

Code de l'urbanisme - art. L111-5-2 (M)

Code de l'urbanisme - art. L123-1 (M)

Code de l'urbanisme - art. L130-1 (M)

Code de l'urbanisme - art. R421-19 (M)

#### Cité par:

Code de l'environnement - art. R341-10 (V)

Code de l'urbanisme - art. R\*111-35 (V)